Et si, plutôt qu’une catastrophe, le *Brexit* constituait une opportunité ?

Face à la crise des réfugiés – et non des migrants… –, face aux prises de pouvoirs nationaux successives par les populistes, face à l’éventualité d’un *Brexit*, l’Europe serait-elle devenue un navire à la dérive voué au seul naufrage ?

Le problème – et il n’est pas inutile de le rappeler ! –, c’est que l’Europe n’a jamais vraiment existé… Il y a, physiquement parlant, les Amériques, l’Afrique, l’Océanie, l’Arctique, l’Antarctique et… l’Eurasie ! L’Europe n’est en effet apparue que dans la mesure où ce sont… des Européens qui ont inventé la géographie !

Mais l’Europe, c’est tout, sauf de la géographie ! Certes, c’est dans cette péninsule de l’Eurasie que la philosophie grecque, le droit romain – le *jus romana* – et les Lumières – héritées, qu’on le veuille ou non, d’un humanisme judéo-chrétien, sécularisé ou pas et d’autant plus éclairé qu’il a pu être mâtiné d’islam – ont constitué les piliers d’un incroyable projet consistant à promouvoir ce qui demeure aujourd’hui *« l’option la plus civilisée de la mondialisation »* – pour reprendre la (belle…) locution de Pascal Lamy.

L’Europe n’est donc « qu’un » projet, mais c’est surtout un projet politique.

En effectuant en 1973 leur entrée dans la Communauté européenne, les Britanniques ne pouvaient qu’altérer ce projet d’intégration politique. Car le marché ne fait pas une politique ; il y contribue, condition nécessaire, mais certainement pas suffisante !

Si les Britanniques ont pu, longtemps seuls contre tous, tenir tête à la folie hitlérienne, c’est bien parce que nos meilleurs alliés ne sont pas Européens. Ils sont Britanniques – et Britanniques seulement, parce qu’insulaires…

Pourquoi nos meilleurs alliés continueraient-ils donc à vouloir faire partie de la bouillante famille européenne – qu’ils ont déjà sauvée par leur incroyable singularité ?

Nous – les Européens – avons besoin des Britanniques, mais pas à l’intérieur de l’Union, conçue comme un projet d’intégration progressive. Force est de reconnaître que Sir Winston Churchill, qui plaida dès 1946 pour un tel avenir, ne fut pas prophète en son pays…

En revanche, il paraît plus que jamais urgent de faire nôtre son célèbre aphorisme volontariste : *« Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l’opportunité dans chaque difficulté »*.

Qu’un double non-dit conjuguant d’une part la délégation de souveraineté librement consentie – mais jamais clairement exprimée ! – par les pays fondateurs et leurs quelques voisins issus du joug insupportable de la dictature – Grèce, Espagne, Portugal –, et d’autre part la fierté des pays d’Europe centrale et orientale, rejoignant cette Union au moment même où, après un autre totalitarisme, ils recouvraient leur souveraineté nationale, brouille les cartes alors même que nous devons retrouver un cap, une vision et des projets, ce double non-dit nous impose de revenir à l’essentiel.

Dans ce cœur de projet européen – dont rien ni personne ne dit qu’il s’arrête à un quelconque Oural ou à un fantasmagorique Bosphore… –, nos amis Britanniques n’ont pas forcément leur place.

L’heure se révèle suffisamment grave pour qu’un noyau – plus ou moins dur… – se (re)constitue autour de la France, de l’Allemagne, de l’Italie et du Benelux.

C’est-à-dire *ipso facto* autour de la zone euro, qui devra bien, un jour ou l’autre, se doter d’un Parlement spécifique – sans créer forcément de nouvelles instances ; une *Chambre*, composée à parité d’eurodéputés des pays concernés et de leurs parlementaires nationaux, pourrait voir le jour sans grande modification institutionnelle…

Un *Brexit* coûtera cher aux Britanniques comme aux Européens. Mais cher financièrement.

Politiquement, ce pourrait être un bénéfice, voire une opportunité…

Qu’un bénéfice ? Et si c’était la source du salut de la construction européenne que le grand Winston Churchill appelait de ses voeux ?

Philippe GONNET,

Vice-président de l’Université populaire européenne de Grenoble (UpeG)